

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4243 - Jeudi 03 Novembre 2022 - Prix : 200 Fc

**SANTÉ PUBLIQUE :**

## Le plan quinquennal santé mère-enfant validé



### **UNION DES COMORES**

Unité – Solidarité – Développement

**MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES**

**AVIS DE PUBLICATION**

**« PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (CSEA)**

**COOMUNIQUE DE MISE A DISPOSITION DE DOCUMENT AU PUBLIC**

Documents de sauvegarde environnementale et Sociale

Le Gouvernement de l'Union des Comores à travers le ministère de l'Énergie, de l'eau et des Hydrocarbures envisage de mettre en œuvre le projet d'accès à l'énergie aux Comores (CSEA) avec l'appui financier de la banque mondiale. Les objectifs du projet visent à contribuer aux défis du secteur de l'électricité et permettre au pays d'exploiter son potentiel en énergies renouvelables et renforcer les capacités de production et de management de la SONELEC.

Par le présent avis de publication, Nous vous informons que les trois (03) documents Études d'Impacts Environnemental et Social (EIES) et les trois (03) Plans de réinstallation (PR) relatifs à la construction des Centrales Photovoltaïques et Centre de stockage pour les trois îles Grande Comores, Anjouan et Mohéli ont été validés par la Banque mondiale.

Les documents ci-dessus ont été élaborés en conformité à la fois avec la législation nationale et les exigences du cadre environnemental et social de la banque mondiale.

Ces documents sont disponibles au public et téléchargeables à partir du site de la Société Nationale d'Électricité des Comores – rubrique actualité [www.soneleccomores.com](http://www.soneleccomores.com)

## PRISE EN CHARGE DES PATIENTS COVID :

## Le guide thérapeutique des cas de covid mis à jour

Du 14 octobre au 1er novembre, des séances de travail ont été effectuées au siège de l'Oms pour la mise à jour du guide thérapeutique national de prise en charge des patients de covid-19. Durant ces deux semaines, les discussions et échanges ont permis de mettre à jour ce guide pour mieux l'adapter à la situation épidémiologique actuelle et à l'évolution des connaissances scientifiques.

Après plusieurs semaines de travail pour la mise à jour du guide thérapeutique national de prise en charge des patients de la Covid-19, élaboré en février 2021, l'atelier a baissé le rideau mardi 1er novembre dernier à Moroni. Ces séances organisées par l'Oms en collaboration avec le ministère de la santé ont débuté le 14 octobre dernier au siège de l'Oms à Moroni

regroupant les spécialistes des trois îles, appuyés par le consultant sénégalais de l'Oms Dr Babacar Ndaw Fall.

Depuis le déclenchement de la covid-19, le pays a enregistré plus de 8600 cas et 160 décès. Pour porter main forte aux patients atteints de la covid, un premier guide a été élaboré avec l'appui des partenaires en octobre 2020 et en février 2021. Ce guide est largement utilisé au niveau des structures de santé et au sein de la communauté pour une prise en charge harmonisée et un suivi bien documenté des cas. Cette fois-ci, l'Oms a recruté un consultant pour la mise à jour de ce guide thérapeutique optimale au profit des patients.

Le Dr Ahamada Msa Mliwa a salué les efforts déployés par les autorités du pays depuis l'apparition de la Covid-19, passant par la mise en place des comités nationaux et

régionaux de prévention, de riposte, de gestion et de coordination. Il a précisé qu'au début de cette pandémie, les données factuelles étaient peu connues et il n'y avait pas suffisamment de recul par rapport à cette maladie. « Chaque pays a fait de son mieux pour protéger sa population et apporter à ses patients les meilleurs soins possibles. Depuis trois ans, les connaissances et les expériences des pays ont beaucoup évolué et l'Oms, en s'appuyant sur les avis des experts, ne cesse de diffuser des orientations évolutives pour permettre aux Etats membres d'améliorer la prise en charge des patients et de mieux gérer cette pandémie », souligne-t-il

C'est dans ce cadre que le pays s'est engagé à mettre à jour le guide thérapeutique national de prise en charge des patients de la Covid-19. « Le document a été mis à jour avec

les contributions apportées par plusieurs cadres au cours des réunions présentielles et virtuelles. Les échanges et discussions scientifiques de haut niveau menés ont permis de mettre à jour les schémas herpétiques du guide pour mieux les adapter à la situation épidémiologique actuelle et à l'évolution des connaissances scientifiques, les concepts et définitions des cas également à la lumière de l'évaluation de la maladie et la prise en charge des affections post Covid développées pour une prise en charge complète du patient», poursuit-il.

De son côté, le secrétaire adjoint du ministère de la santé a expliqué que la santé est un droit inaliénable pour tout individu et constitue dès lors une exigence sociale et écono-

mique, de justice et d'équité, telle est la vision du secteur de la santé. D'où l'utilité de ce guide. « Ces lignes directrices sont édictées par le ministère de la santé sous la gouverne de nos partenaires notamment l'Oms et sous-comité scientifique. Cette version du premier guide, constitue un prélude de la prise en charge standardisée de la maladie à Covid et demeurerait perfectible compte tenu du caractère évolutif des connaissances scientifiques et de l'évolution de la maladie », explique Ahmed Mohamed. Au regard de l'évolution de la pandémie dans le pays et face au regain des cas de Covid, ce guide thérapeutique trouve toute son sens.

Andjouza Abouheir



## La Gazette des Comores

## l'information libre à votre portée

Quartier Badjanani BP 2216 Moroni Comores  
Tél:(269) 773 91 21 ou 333 26 76

E-mail: la\_gazette@comorestelecom.km

## AVIS DE PUBLICATION



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux Comores informe le public qu'il a lancé un appel d'offres pour la Réalisation des travaux de Construction d'un Laboratoire pouvant abriter la réalisation des essais de référence sur l'eau en un lot unique

Le dossier d'appel d'offres a été posté sur le site corporate des achats « [WWW.PROCUREMENT-NOTICES.UNDP.ORG](http://WWW.PROCUREMENT-NOTICES.UNDP.ORG) » suivant le lien ci-dessous :

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_negotiation.cfm?nego\\_id=698](https://procurement-notices.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=698)

Le dossier complet ainsi que les instructions y afférentes peuvent être téléchargés suivant le lien de publication ci-dessus.

Toutes les demandes d'informations doivent être adressées à l'adresse de messagerie : [achats.km@undp.org](mailto:achats.km@undp.org)

Une visite du site sera organisée le 08/11/2022 à 10h00 des Comores (GMT+3)

Lieu : Faculté de Sciences et Techniques – Route de la Corniche – Moroni

Une conférence préparatoire sera organisée le 09/11/2022 à 10h00  
Lieu : Zoom

<https://undp.zoom.us/j/86892004911?pwd=SzBQT2sxUmlTZFN6ekhQYVFKR1RtZz09>

Meeting ID : 868 9200 4911

Passcode : 160035

Toutes les entreprises intéressées doivent confirmer par courriel ([achats.km@undp.org](mailto:achats.km@undp.org)) leur participation à la conférence préparatoire.

## Adresse de dépôt des offres en ligne uniquement :

Les offres peuvent être soumises uniquement en ligne par le système Quantum du PNUD à travers le lien suivant : UNDP-COM-00011 avec votre propre mot de passe au plus tard le : à la date et à l'heure indiquée dans le système.

- Référence du dossier dans Quantum : UNDP-COM-00011
- BU : COM10

Veillez vous inscrire à l'appel d'offres pour recevoir toute modification ou mise à jour y relatif.

Si vous n'êtes pas encore enregistré dans le système, vous pourrez le faire et suivre les instructions de l'enregistrement étape par étape comme spécifié dans le guide téléchargé dans la plateforme.



## 05 NOVEMBRE 2022

**L'ACCF a l'honneur de vous inviter ce samedi à l'évènement de clôture de ce mois de sensibilisation**



**Rendez-vous à 08h00 à la place Yemenia**

## SANTÉ PUBLIQUE :

## Vers la validation du plan quinquennal de la santé de la mère et de l'enfant

5 jours sont consacrés à un atelier d'élaboration du plan stratégique de la Santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et adolescent (SRMNIA). Organisé par le ministère de la santé en collaboration avec l'OMS et l'implication de l'Unicef et l'Unfpa, ces séances ont pour but de jeter un regard neuf sur le travail d'évaluation afin d'évaluer les points prioritaires et les défis pour dégager des axes d'interventions qui vont contribuer à la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile.

Le ministère de la santé en collaboration avec l'OMS a organisé lundi 31 octobre dernier, un atelier national de 5 jours sur l'élaboration du plan

stratégique de la santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et adolescent (SRMNIA). Ce programme classé prioritaire par les Comores a vu l'implication des agences des Nations Unies à savoir l'Unicef, l'Unfpa et l'OMS. Ce dynamisme exprime la volonté politique de réduire le taux de mortalité maternelle et néonatale dans le pays. Ces séances de travail ont rassemblé 38 participants des services concernés et ont mobilisé trois experts dont deux nationaux.

D'après le directeur de la santé familiale, Soilihi Aboulmadjidi, ce programme fait suite à une évaluation des stratégies de la direction de la santé familiale afin d'évaluer les points prioritaires et les défis pour dégager des axes d'interventions qui vont contribuer à la réduction de

la mortalité maternelle, néonatale et infantile. « Le processus avait trois étapes, évaluation, élaboration et validation des stratégies. L'objectif phare selon les ODD, au niveau des Comores, nous devons passer de 24 pour 1000 naissances vivantes à 12 pour 1000 naissances vivantes. Tout ce que nous faisons aujourd'hui c'est pour atteindre nos objectifs. Pour y arriver, nous devons améliorer la santé de la mère et de l'enfant en passant par la maternité à moindre risque, l'amélioration des infrastructures, les ressources humaines, les intrants et le plateau technique des structures sanitaires », souligne-il.

Selon l'OMS, la situation mondiale à la fin des OMD entre 1990 et 2015 montre que le nombre de décès maternels annuel a baissé de

45%, passant de 580 000 à 303 000. Les progrès dans certains pays sont jugés insuffisants. En Union des Comores, selon la direction de la santé familiale, on compte jusqu'en septembre dernier 10.397 naissances, 20 décès maternels, 128 décès néonataux, soit une baisse très légère par rapport à l'année dernière où le nombre de décès maternels était de 36.

De son côté, la responsable de la santé de la mère et de l'enfant à l'OMS, Dr Hissane Abdou Bacar souligne qu'il s'agit d'un plan des cinq prochaines années pour la santé de la mère et de l'enfant. D'ici fin novembre, le document sera mis au point pour validation et sera opérationnel en 2023. « Hier nous avons fait les présentations générales, aujourd'hui nous allons revoir

en long et en large le travail remarquable de la consultante pour l'améliorer. L'objectif est de réduire le taux de mortalité de la mère et de l'enfant et des adolescents et leur nutrition et de créer un environnement dans lequel ces groupes ne se contenteraient pas de survivre, mais pourraient s'épanouir et voir leur environnement, leur santé et leur bien-être transformés », confie-t-il.

L'OMS rappelle qu'en mai 2016, l'Union des Comores, à l'instar des autres Etats membres, a adopté la résolution WHA69.2 qui invite les Etats membres de l'organisation commune à s'engager à mettre en œuvre la stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent.

Andjouza Abouheir

## CONCOURS D'ENTRÉE À L'IUT :

## Les recalés veulent intégrer les classes à tout prix

Alors qu'ils n'ont pas eu le concours, certains étudiants veulent à tout prix intégrer l'IUT. Avec l'appui de certains responsables de l'administration centrale de l'université des Comores, ces derniers ont envahi les classes de première année, ce qui a causé l'interruption des cours le mardi 01 novembre à l'Institut universitaire de technologie (IUT).

Comme chaque année, les étudiants qui veulent intégrer l'Institut universitaire de technologie (IUT) passent toujours un concours d'entrée. Et seuls ceux qui sont déclarés admis au concours ont le droit d'entrer dans les classes de première année. Mais, comme chaque année, avec l'appui de certains responsables de l'administration centrale de l'université, les recalés veulent à tout prix intégrer l'IUT parce qu'ils viennent d'une famille proche du pouvoir ou d'un ami d'un responsable de l'UIT. Une situation que certains enseignants ne caution-

nent pas.

Ce mardi 1er novembre, ces étudiants qui n'ont pas eu le concours ont envahi la classe de première année de Gestion, occupant indument les places des étudiants qui le méritent pour suivre les cours. Ce qui les a poussés à interrompre les cours l'après-midi. Au final, les cours sont suspendus, une façon de montrer leur mécontentement et d'interpeller l'administration centrale afin de trouver une solution. « Ce n'est pas normal ! Nous avons beaucoup travaillé pour réussir ce concours. Nous nous connaissons tous. On connaît ceux qui ont eu et ceux qui n'ont pas eu l'examen. Ils ne peuvent pas venir prendre nos places. Nous devons être 50 au maximum pour bien entendre et comprendre les cours. Ils sont venus et envahir la classe. C'est pour cela qu'on a stoppé les cours », explique une étudiante en première année de Gestion.

De l'autre côté, un enseignant pointe du doigt l'administration cen-



trale de l'Université, estimant qu'elle est responsable de cette situation cacophonique. « C'est inadmissible et irresponsable ce qui se passe au niveau de l'administration de l'université. Chaque année, on nous envoie des étudiants qui n'ont pas mérité, car ils n'ont pas eu le concours. On ne comprend pas ce que veut faire l'administration. Veut-on encourager la corruption chez ces

enfants ? Si ton enfant sait qu'il n'a pas eu le concours, mais après, on lui dit de venir, c'est tellement grave. Il est temps que cela cesse », déplore un enseignant de l'IUT qui requiert l'anonymat. « Comment peut-on développer le pays sans une bonne éducation. Et comment peut-on avoir une bonne éducation si on montre aux enfants que tu peux intégrer une classe sans le mérite », se

demande-t-il avant d'ajouter que « ces méthodes doivent arrêter. Si l'enfant n'a pas eu le concours, il doit s'orienter vers son deuxième choix ». Au moment de mettre sous presse ces quelques lignes, nous avons tenté d'avoir des éclaircissements auprès de l'administration centrale mais en vain.

Nassuf Ben Amad

## ALIMENTATION

## Anjouan traverse une pénurie de lait en poudre



Les pénuries se succèdent à Anjouan. On compte des semaines depuis que le secteur laitier traverse n'est plus approvisionné. Plusieurs catégories de lait en poudre sont introuvables sur le marché. Seul une marque GM (grand modèle) se vend, mais au prix fort, jusqu'à 12 500 FC.

L'île d'Anjouan est devenue hors contrôle en matière de prix. Personne ne sait sur quelle base les prix sont fixés pour les produits de consommation courante. « C'est arbitraire », selon l'homme de la rue. Toutefois les marchands renvoient la balle au gouvernement, et même parfois encore à «

la guerre d'Ukraine ». Les petites affaires qui dépendent des produits laitiers traversent des moments difficiles, notamment les activités génératrices de revenu à base de lait en poudre. « Nous ne trouvons pas du tout la logique qui fixe ces prix, qui prennent l'ascenseur d'une seconde à l'autre. On voit que le pouvoir est dans la rue », regrette Soidridine Anas, vendeur de yaourt local, avant d'ajouter que « les importateurs ne communiquent pas, sinon on pouvait planifier et bien gérer notre stock ».

Les coins de la restauration sentent le choc comme pas possible. Des petits déjeuners incomplets sont servis à la table du client avec des plates excuses. « Nous n'arrivons plus à

donner du lait aux clients lors du petit déjeuner. Cela handicape les activités du restaurant. Le pire, on ne sait même pas quand on pourra s'approvisionner. On ne trouve aucune information », dit-il.

Un produit qui n'est pas à la portée de tout le monde comme le lait connaît cette grave pénurie et cela pousse l'opinion publique à qualifier d'incapables les cadres du pays chargés de faire les planifications, puisque la gouvernance impose « la prévision comme inconnue de la gestion ». Gouverner, c'est prévoir et gérer c'est planifier.

Nabil Jaffar

## LUTTE CONTRE LE PALUDISME :

# La campagne de dépistage de masse suit son cours

*Afin d'avoir des données claires, pour une meilleure prise en charge des cas de paludisme à Ngazidja, la coordination de la lutte contre le paludisme a lancé une campagne de dépistage de masse dans plusieurs endroits à Moroni. L'objectif est d'identifier les zones à intervenir pour mieux protéger la population.*

Ces derniers temps, plusieurs cas de symptômes fébriles ont été constatés à Ngazidja. Et pour rassurer la population, et offrir une meilleure prise en charge, la coordination de la lutte contre le paludisme se veut stratégique. Des campagnes de dépistage sont lancées depuis quelques jours dans différents coins de Moroni. Sur le terrain, à Malouzini, la coordinatrice du PNLN Dr Hadjira Abdullatif a expliqué que cette campagne a pour but de poser un très bon diagnostic, faire la meilleure prise en charge et connaître les zones à intervenir. « Nous faisons des TDR (test de dépistage rapide). Les positifs, on les met en traitement ainsi que leur entourage. Les tests négatifs, nous faisons la goutte-épaisse pour certifier au laboratoire s'ils sont réellement négatifs. Il s'agit d'un test plus sensible pour



le diagnostic, c'est-à-dire un plus grand volume de sang est examiné au microscope et donc la sensibilité est meilleure», souligne-t-elle, tout

en annonçant qu'elle a mis à la disposition de la population un service permanent au PNLN (projet national de la lutte contre le palu-

disme).

« Le service est ouvert du matin jusqu'à 18 heures au profit de la population, pour que les gens reçoivent

les médicaments en temps réel. Nous disposons de trois équipes notamment vectorielle, prise en charge, etc. », précise-t-elle. Ces campagnes vont se poursuivre dans la durée et les équipes comptent sillonner d'autres localités. Selon la coordinatrice, le pays dispose d'un stock suffisant de médicaments paludéens qui pourra suffire durant cette campagne. « Nous avons reçu une quantité suffisante du médicament chinois, qui est le traitement que nous utilisons en Union des Comores », ajoute-t-elle.

Pour mémoire, l'objectif du ministère de la santé, est d'arriver à l'élimination du paludisme d'ici 2025 et cela passe aussi par l'élimination des cas autochtones du paludisme dans le pays. Il est à noter que seule Ngazidja enregistre jusqu'à présent des cas autochtones. Rappelons qu'en 2021, les autorités sanitaires ont souligné que les Comores font partie des pays ayant une forte potentialité d'éliminer le paludisme en 2025. Et des efforts sont déployés depuis dix ans à savoir la gratuité du diagnostic et du traitement, le renforcement de la surveillance communautaires, etc.

**Andjouza Abouheir**



## PROJET KOMOR INITIATIVE

### AVIS DE MARCHE

**NATURE DU MARCHE** : marché public de services.

**POUVOIR ADJUDICATEUR** : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

**OBJET DU MARCHE** : L'étude porte sur l'opportunité sur les métiers verts aux Comores débouchant sur la définition de modules de formation en centre de formation professionnelle.

**LIEU D'EXECUTION** : Union des Comores/ Régions en France / lieu de résidence

**FINANCEMENT** : Groupe AFD

**CONDITIONS DE PARTICIPATION** : tout consultant ou cabinet (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

**CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES** : L'autorité contractante n'impose pas aux candidats de niveaux minimaux de capacité.

**CRITERES D'ATTRIBUTION :**

Sélection fondée sur la Qualité et le Coût : 20% pour le prix des prestations et 80% pour la valeur technique de l'offre.

**PROCEDURE**

Procédure adaptée ouverte.

**CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est gratuit et peut être obtenu en envoyant une demande à [Log.comores@expertisefrance.frou](mailto:Log.comores@expertisefrance.frou) en le téléchargeant sur <https://www.expertisefrance.fr/offer-detail?id=877500>.

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée par mail à [Log.comores@expertisefrance.frau](mailto:Log.comores@expertisefrance.frau) plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est **fixée au 18/11/2022 à 15H (Heure de Paris)**.

**PROCEDURES DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## JEUX DES JEUNES :

## Un combat pour le jeune comorien

Du 4 au 11 décembre se tiendra à l'Île Maurice la 12e édition des Jeux de la Commission de l'Océan Indien pour la jeunesse. Après Djibouti en 2018, c'est l'île Maurice qui accueille de nouveau et pour la quatrième fois les jeux de la jeunesse du Sud ouest de l'Océan Indien.

Après avoir abrité les premiers jeux en 1995, co-organisés les 4e en 2004 et organisé les 5èmes en 2006, Port-Louis s'est de nouveau engagé à organiser les jeux de la jeunesse régionale. Ces jeux des jeunes, tout comme ceux communément appelés les jeux de l'océan indien, sont une vitrine pour les jeunes de 14 à 17 ans et les athlètes confirmés de la région, car ils leur permettent de se connaître d'avantage mais c'est aussi le lieu propice pour la préparation des échéances internationales de grande envergure. « Cela permettra aux athlètes de commencer à se préparer pour les jeux olympiques à travers ces jeux régionaux, élevant ainsi le niveau des athlètes qui seront désormais découverts, entraînés et leurs progrès surveillés à travers tous ces jeux », avait déclaré en août 2021 dans les colonnes du site Seychelles News



Agency, la ministre de la famille, de la jeunesse et des sports, Marie-Céline Zialor. Une position défendue devant les jeunes et athlètes Seychellois mais qui peut facilement généraliser pour tout l'ensemble de la région et surtout un pays comme le nôtre qui est en retard sur beaucoup de choses surtout en matière de formation sportive.

Ces jeux de la jeunesse doivent être le cadre idéal pour les acteurs

(dirigeants et techniciens) du sport comorien d'ouvrir une sorte d'observatoire pour suivre et encadrer l'évolution des nouvelles pépites qui se seront distinguées selon leurs performances. Souvent démunies et en manque de visibilité sur la scène locale, certaines fédérations (athlétisme, boxe, natation) qui ont des athlètes confirmés et en devenir doivent saisir l'occasion pour assoier leur assise. Du haut de ses

16 ans, Maesha Saandi dans la natation présente l'une des grandes chances de médailles dans cette catégorie des jeunes surtout après avoir nagé en 35s26 à Budapest lors des championnats du monde grand bassin, une performance qu'elle a amélioré lors de sa sortie à Konya lors des jeux de la solidarité Islamique. Sur les 8 disciplines (athlétisme, boxe, haltérophilie, handisport, pétanque, tennis, tennis

de table et jeunesse) des jeunes ont montré durant les premiers jeux nationaux qu'ils avaient le potentiel pour aller loin dans leurs disciplines respectives et pourquoi pas ramener des médailles pour ces jeux de décembre.

Le défi est immense mais pas insurmontable pour nos jeunes athlètes qui au-delà des problèmes organisationnels, ont toujours montré une certaine capacité de résilience sans commune mesure face aux défis qu'ils ont à relever tous les jours pour pouvoir pratiquer le sport qu'ils aiment. On aurait pu imaginer qu'avec le trop plein de déficit (infrastructures, matérielles...) avec les risques que cela engendre sur le moral des jeunes, ces derniers lâcheraient tout, au contraire c'est devenu une source de motivation qui les obligent à s'auto dépasser. « C'est notre passion et nous sommes prêt à nous à nous investir quelque soit le prix », s'exprime Mohamed un jeune qui pratique la pétanque, non avec un brin de défiance face à la dureté de se munir son matériel sportif. Plus que des jeux, cette grande messe de la jeunesse régionale ressemble à s'y méprendre à un combat de vie pour nos jeunes athlètes.

AS Badraoui



## PROJET AFIDEV

## AVIS DE MARCHE

**NATURE DU MARCHE** : marché public de services.

**POUVOIR ADJUDICATEUR** : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

**OBJET DU MARCHE** : L'étude porte sur la programmation du siège de l'office comorien des produits de rente(OCPR) du projet AFIDEV.

**LIEU D'EXECUTION** : Union des Comores

**FINANCEMENT** : Groupe AFD

**CONDITIONS DE PARTICIPATION** : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

**CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES** : L'autorité contractante n'impose pas aux candidats de niveaux minimaux de capacité.

**CRITERES D'ATTRIBUTION** :

Sélection fondée sur la Qualité et le Coût :20% pour le prix des prestations et 80% pour la valeur technique de l'offre.

**PROCEDURE**

Procédure adaptée ouverte.

**CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est gratuit et peut être obtenu en envoyant une demande à [Log.comores@expertisefrance.frou](mailto:Log.comores@expertisefrance.frou) en le téléchargeant sur <https://www.expertisefrance.fr/offer-detail?id=877632>.

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée par mail à [Log.comores@expertisefrance.frau](mailto:Log.comores@expertisefrance.frau) plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est **fixée au 17 octobre 2022 à 17H (Heure de Moroni) ou 15H (heure de Paris)**.

**PROCEDURES DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## ENVIRONNEMENT

# La rivière de Dewa est livrée à elle-même

Séparant la ville de Fomboni et Bangoma, la rivière Dewa est devenue le lieu de dépôt des carcasses des voitures, sous prétexte qu'ils servent des digues. Ces derniers temps, une extraction massive d'agrégat s'effectue dans cette rivière en-dessous même du pont reliant les deux localités au vu et au su de tout le monde, mettant ainsi en danger cette infrastructure, selon des observateurs.

La rivière Dewa séparant la commune de Moilimdjini et la commune de Fomboni est mal entretenue et subit en plus des actions dégradantes mettant en danger la population environnante. Le

grand pont reliant la capitale et la côte est de l'île se trouve également menacé selon certains habitants. Sans compter le déboisement opéré en amont, la rivière Dewa est devenue un dépôt sauvage de carcasses de voitures. Alignées sur une rive, ces carcasses servent, selon un jeune du quartier Coopérant, à limiter le débordement de la rivière lors d'une crue. Ce que d'autres ne croient pas, estimant que cet alignement de carcasses va pousser la rivière à déborder et inonder les habitations.

« Malgré les maigres efforts que nous déployons de temps en temps pour préserver cette rivière, des personnes influentes et conscientes de l'importance de cette source, la

détruisent comme si cela ne préoccupe personne » regrette un jeune de l'association culturelle des jeunes de Bangoma. La dégradation de cette rivière se poursuit également par l'extraction massive d'agrégats sous prétexte de procéder à un curage du lit de la rivière pour éviter le débordement des eaux en période de crue.

Comme l'île de Mohéli est en pleine chantier d'infrastructures routières, le besoin de sable et de gravillon apparaît urgent au détriment de cet environnement sensible. En dessous du pont de cette rivière, l'on assiste à une prise massive d'agrégats qui finissent au concassage. « Le curage de cette rivière plus précisément en dessous de ce pont cons-

titue un danger pour la population car lors des périodes pluvieuses, ce pont risquerait de s'effondrer » alerte un ingénieur de travaux publics. Nous avons tenté de recueillir les impressions des autorités communales, et certains responsables environ-

nementaux, aucun n'a souhaité répondre à nos questions concernant la gestion environnementale de la rivière de Dewa.

Riwad

## Prières aux heures officielles Du 1er au 05 Novembre 2022

**Lever du soleil:**

**05h 35mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 07mn**

Fadjr : **04h 23mn**

Dhouhr : **11h 55mn**

Ansr : **15h 22mn**

Maghrib : **18h 10mn**

Incha : **19h 24mn**



**La Gazette des Comores**  
Fondateur et Directeur général  
Said Omar Allaoui  
Directeur de la publication  
Elhad Said Omar  
Rédacteur en chef  
Mohamed Youssouf  
Secrétaire de rédaction  
Toufé Maecha  
Rédaction  
A. Mmagaza  
M.I.M Abdou  
A.O. Yazid  
Andjouza Abouheir  
Nassuf Ben Amad  
Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar  
Riwad  
A Bardraoui  
Mise en page  
Abdouchakour Aladi Nourou  
Responsable commercial  
Mariama Mhoma  
Documentation archiviste  
Hadidja Abdou  
Photographe / Site Web  
Mohamed Said Hassane  
Impression  
Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



unicef | pour chaque enfant

Moroni, 30 October 2022

Dossier Ref: No: OPS/HRM/2022-124

## AVIS DE RECRUTEMENT

### Consultation nationale en appui à l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement de l'enseignement préscolaire aux Comores-2 mois)

#### I. Informations générales

L'UNICEF Comores en partenariat avec le MEN recherche activement un (e)Consultant (e) nationale.

N.B : Poste réservé uniquement aux candidats de nationalité comorienne.

#### Qualifications requises :

Pour plus d'informations sur les responsabilités du poste, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/556581?ApplicationSubSourceID=>

Seuls les dossiers de candidature incluant tous les documents requis(CV, lettre de motivation, offres technique et financière) pourront être retenus pour la sélection.

Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.

#### Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature.

Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines [ramohamed@unicef.org](mailto:ramohamed@unicef.org) ou notre Chef des Operations [bpinah@unicef.org](mailto:bpinah@unicef.org)

#### II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité (e)s à déposer leurs dossiers de candidature en ligne au plus tard le 10 novembre 2022 à 11.55 heures, heure des Comores.